



FR

**CETTE ACTION EST FINANCEE PAR L'UNION EUROPEENNE**

**ANNEXE 3**

de la Décision d'exécution de la Commission relative au financement du plan d'action annuel en faveur de la République de Guinée pour 2023

**Document d'action du Projet de ligne de transmission Haute Tension et Électrification rurale en Guinée entre Manéah et Linsan**

Le présent document constitue le programme de travail pluriannuel au sens de l'article 110, paragraphe 2, du règlement financier, ainsi que le plan d'action au sens de l'article 23 du règlement IVCDCI - Europe dans le monde.

## 1 SYNTHÈSE

### 1.1 Tableau récapitulatif de l'Action

<b>1. Intitulé CRIS/OPSYS</b> Acte de base	<b>Projet de ligne de transmission Haute Tension et Électrification rurale en Guinée entre Manéah et Linsan</b> OPSYS: ACT-61672 Financé au titre de l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale (IVCDCI - Europe dans le monde)
<b>2. Initiative 'Team Europe'</b>	Cette action est partie d'une initiative Team Europe en République de Guinée. Elle s'intègre dans la TEI "Économie verte et bleue" de la République de Guinée
<b>3. Zone bénéficiaire de l'action</b>	L'action se déroulera en Guinée, Région de la Guinée Maritime entre les localités de Manéah et Linsan.
<b>4. Document de programmation</b>	L'action est encadrée dans le deuxième domaine prioritaire du PIP 2021-2027 "Transition et Économie verte"
<b>5. Lien avec les objectifs du (ou des) PIP (s) /résultats attendus concernés</b>	O.S. 1.1 "Améliorer l'accès à l'énergie durable dans les zones urbaines et rurales ainsi que la qualité et l'efficacité du service". L'action contribue au résultat escompté défini pour cet objectif spécifique, à savoir Résultat 1.1a) "Le taux d'électrification dans le pays est augmenté"
<b>DOMAINES PRIORITAIRES ET INFORMATIONS SECTORIELLES</b>	
<b>6. Domaine(s) prioritaire(s), secteurs</b>	Énergie (code CAD 230) et Distribution de l'Énergie (code CAD 236)
<b>7. Objectifs de développement durable (ODD)</b>	ODD Principal (1 seulement): ODD 7 : Énergie propre et à un coût abordable Autres ODD significatifs

	(Jusqu'à 9) at ou appropriés, cibles : ODD 5 : Egalité entre les sexes ODD 10 : Réduction des inégalités ODD 13 : Changements climatiques			
<b>8 a) Code (s) CAD</b>	23630 – Réseau de lignes de transport et distribution d'électricité de la source d'énergie au consommateur final – 100%.			
<b>8 b) Principal canal de distribution @</b>	90000 (other) - Institution financière internationale pour le développement (DFI)			
<b>9. Objectifs de dépenses</b>	Cible(s) (inclus NDICI-Global Europe Regulation, INTPA et EU cibles) cette action contribue à : <input type="checkbox"/> Migration <input checked="" type="checkbox"/> Climat <input type="checkbox"/> Inclusion sociale et développement humain <input checked="" type="checkbox"/> Égalité de genre <input type="checkbox"/> Biodiversité <input type="checkbox"/> Droits de l'homme, démocratie et gouvernance <input type="checkbox"/> Education			
<b>10. Marqueurs (À partir du formulaire CAD)</b>	<b>Objectif politique général @</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Développement de la participation/bonne gouvernance	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Aide à l'environnement @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Égalité entre les hommes et les femmes et autonomisation des femmes et des filles	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Développement du commerce	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Santé génésique, de la mère, du nouveau-né et de l'enfant	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des risques de catastrophe @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Inclusion de personnes handicapées @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Alimentation @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	<b>Marqueurs de la convention de Rio</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Biodiversité @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Lutte contre la désertification @	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Atténuation du changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	Adaptation au changement climatique @	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>11. Marqueurs internes et Tags:</b>	<b>Objectifs politiques</b>	<b>Non ciblé</b>	<b>Objectif significatif</b>	<b>Principal objectif</b>
	Numérisation Tags: connectivité numérique gouvernance numérique	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>

	entrepreneuriat numérique création d'emplois compétences/compétences numériques services numériques		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Connectivité Tags: transports contacts interpersonnels énergie connectivité numérique	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
<b>INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET</b>				
<b>12. Montants concernés</b>	Ligne budgétaire: (ligne et poste budgétaire): BGUE-B2023-14.020120-C1-INPTA Coût total estimé: 80 585 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE 20 585 000 EUR.			
<b>GESTION ET EXÉCUTION</b>				
<b>13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)</b>	<i>Cette contribution à la Regional Blending Facility sera mise en œuvre en gestion indirecte par les entités indiquées dans l'annexe au présent document d'action, conformément à la procédure d'attribution de la Regional Blending Facility</i>			

## 1.2 Résumé de l'Action

L'action « Projet ligne de transmission HT et Électrification rurale Manéah-Linsan » a pour objectif la construction d'une ligne électrique haute tension (225 kV) d'environ 146 km pour fiabiliser l'approvisionnement des postes de Linsan et de Manéah à travers l'énergie produite par le complexe hydroélectrique de Kaléta-Souapiti. L'énergie sera distribuée par le poste de Linsan soit à l'intérieur du pays et vers la capitale Conakry. Ceci constitue donc un élément structurant du futur réseau électrique national.

Ce projet a pour ambition de transformer durablement la distribution et l'accès à l'électricité en Guinée. Il permettra de développer le réseau électrique guinéen et de donner une perspective d'accès à l'électricité de façon durable et fiable aux populations des régions de la Haute-Guinée et de la Guinée Forestière, zones les plus défavorisées du pays. Il permettra ainsi d'augmenter l'accès à l'électricité, d'augmenter la quantité d'énergie disponible à l'échelle du pays tout en promouvant le développement économique à la fois local et international. Elle permettra aussi d'insérer la Guinée dans le marché régional des échanges électriques, notamment dans le cadre des interconnexions prévues par l'Organisation de Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG).

Ce projet contribue à l'adaptation au changement climatique car la ligne électrique devrait sécuriser l'évacuation de la production issue des centrales hydroélectriques de Kaléta et Souapiti en renforçant le réseau national et régional ; la part de la production d'hydroélectricité dans le mix énergétique guinéen augmentera considérablement, favorisant la croissance des énergies renouvelables. L'expansion du réseau devrait permettre de doubler la capacité de transport de l'électricité verte produite par les barrages tout en renforçant la résilience du réseau de Conakry et en réduisant sa

dépendance aux centrales thermiques. Selon l'étude de faisabilité de la construction de la ligne à haute tension (étude réalisée par l'AFD), avec cette part des énergies renouvelables, en tablant sur une mise en service à 100% et à 91% dans le mix national à une horizon de 10 années, le projet est qualifié de « climat atténuation à 95,5% ». Selon la même étude, le projet devrait contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre produite par les centrales thermiques et estimés à (3000 tCO<sub>2</sub>/an) » Par ailleurs, une autre étude de préfaisabilité de l'électrification rurale a pris en considération les conditions climatiques de la Guinée, notamment en cas de fortes moussons pendant la saison des pluies (pour notamment calibrer le dimensionnement des fondations). Il semble que le terrain et la nature de l'infrastructure limitent l'exposition du projet risque climatique. Des études et relèvements effectués sur le niveau d'eau des barrages de Kaleta et Souapiti ont assuré que pour les 30 prochaines années au moins, le volume d'eau ne sera pas impacté par le changement climatique et notamment les sécheresses.

Par ailleurs des externalités positives liées aux possibilités apportées par le projet sont attendues :

- La réalisation du maillage autour de Conakry permettra de limiter le nombre de coupures et d'améliorer la qualité du service à travers un accès fiable à une électricité bas-carbone.
- Le projet permettra aux populations de l'est de la Guinée de profiter des centres de production de l'ouest et d'intégrer ses régions rurales en réduisant les inégalités avec les populations urbaines du grand Conakry
- Grâce à la formation des agents à travers le volet renforcement de capacité, le Projet permettra à EDG de renforcer son expertise ainsi que sa gouvernance.

Enfin, la composante d'électrification rurale tout au long de la ligne en projet permettra d'avoir un impact direct sur les populations en connectant directement les localités traversées, actuellement sans accès au réseau électrique.

En relation au Plan Indicatif Pluriannuel (PIP) 2021-2027 pour la République de Guinée, cette action est encadrée dans le deuxième domaine prioritaire "Transition et Economie verte" et vise principalement à l'objectif Spécifique 1.1 "Améliorer l'accès à l'énergie durable dans les zones urbaines et rurales ainsi que la qualité et l'efficacité du service". L'action contribue à un des résultats escomptés définis pour cet objectif spécifique, à savoir "Le taux d'électrification dans le pays est augmenté" (1.1.a).

Cette action contribue effectivement à l'Initiative Equipe Europe (IEE ou TEI) « Une économie verte et bleue pour la Guinée » et positionnera l'UE, avec ses partenaires, dans une nouvelle phase du développement du secteur électrique, maintenant que production et transmission seront bientôt comblées et que l'objectif principal devrait être centré sur la réalisation d'un accès pour tous à cette énergie propre.

Le financement de cette ligne avec la contribution de l'UE est censé prendre la forme d'un mixage prêt-don avec l'octroi d'un crédit souverain par une Institution financière internationale pour le développement (DFI) à la République de Guinée. Les infrastructures réalisées seront ensuite réceptionnées par la compagnie Electricité de Guinée (EDG), possédée entièrement par l'Etat ; EDG est en charge de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'électricité depuis la production jusqu'à la vente. Ils sont en situation de monopole sur ce marché.

La DFI identifiée sera la cocontractante de l'UE et supervisera la mise en œuvre du projet. Elle octroiera à la Guinée le prêt associé à la subvention UE sollicitée.

Le projet et la subvention UE comprendront deux composantes ; l'une destinée au financement de l'infrastructure (une contribution à la construction de la ligne haute tension ainsi que la prise en charge de la composante d'électrification rurale) et l'autre à de l'assistance technique. La DFI financera la majorité de la construction de la ligne HT, la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales et les imprévus associés au projet.

Cette action est la première étape dans un engagement plus large de l'UE dans le secteur de l'énergie pour les prochaines années. Les prochaines étapes incluent une électrification rurale similaire autour de la future ligne Linsan-Fomi, toujours en partenariat avec des DFI, et le renforcement du cadre institutionnel pour favoriser aussi l'électrification par *mini-réseaux*, notamment en s'appuyant sur l'énergie solaire.

L'action contribue à l'atteinte de l'objectif NDICI de contribuer pour 35% de son enveloppe financière globale à la réalisation des objectifs en matière de climat. Elle contribuera aussi aux ODD 7 (énergie propre et à un coût abordable) et 13 (lutte contre les changements climatiques).

## 2 JUSTIFICATION

### 2.1 Contexte

En Guinée, les autorités de transition semblent plus favorables que le précédent régime à l'expertise européenne. Elles sollicitent davantage l'Equipe Europe. Dans ce contexte, l'UE et ses Etats membres ont l'opportunité de devenir des partenaires stratégiques pour le pays, en endossant un rôle clé, autant sur la scène politique que sur le terrain socio-économique.

Pour atteindre cet objectif de repositionnement stratégique, l'Equipe Europe peut compter sur deux initiatives prioritaires susceptibles de créer un véritable effet transformateur dans le contexte actuel de la Guinée et contribuer dans son ensemble aux objectifs politiques européens. Il s'agit tout d'abord de l'appui à une transition politique réussie visant à consolider un Etat démocratique, plus moderne et efficace, garant des libertés fondamentales et libre du fardeau de la corruption. Le deuxième flagship s'encadre dans la TEI "Economie verte et bleue" et cherche à mobiliser des financements supplémentaires de la Team Europe pour contribuer à la mise en œuvre du Global Gateway et à la dimension extérieure des politiques européenne (Green Deal, Farm2Fork). Cette initiative prioritaire aspire à accélérer la transition vers des systèmes agroalimentaires et halieutiques durables, à développer le potentiel en énergies renouvelables et à contribuer à la préservation de l'environnement en ayant comme objectif ultime la création d'emplois durables et décents.

En ligne avec le Global Gateway, l'investissement prévu par la présente action constitue le deuxième catalyseur en contribuant au développement des infrastructures de tout type ; énergie, transport, sociales, productives, etc. si nécessaires pour le pays

Les actions proposées par l'AAP 2023 se focalisent plutôt sur la dimension "Economie verte et bleue" en visant autant l'investissement productif qu'en infrastructures (Développement du Secteur Privé, Ligne de transmission Maneah-Linsan).

Le Plan National de Développement Economique et Social (PNDES) de la Guinée érige l'augmentation de l'accès à l'électricité au rang des priorités. Le Programme National d'Electrification, déclinaison du PNDES en matière d'électricité, fixe un objectif d'accès quasi universel à l'électricité d'ici 2030 selon une logique d'accessibilité à moindre coût tout en marquant la volonté de développer une production axée principalement sur les énergies renouvelables conformément aux engagements de la Guinée auprès de l'AREI (African Renewable Energy Initiative). Le gouvernement de transition actuel a par ailleurs réaffirmé sa volonté de poursuivre dans cette voie et continue d'ériger le secteur électrique comme une priorité cruciale, notamment en augmentant la part des énergies renouvelables. Concernant ses contributions déterminées au niveau national (CDN), la Guinée vise une diminution de 13% des émissions carbone en 2030 comparée à 1994 et souhaite atteindre 91% de production issue de capacités hydroélectriques (proportion de GWh) à l'horizon 2035 selon son plan directeur énergie.

Dans ce but, la Guinée a investi massivement ces dernières années à la fois dans la production d'électricité et notamment dans l'hydroélectricité (sur financement essentiellement chinois, avec l'Exim Bank de Chine) et dans le transport et la distribution d'électricité, grâce au soutien croissant des bailleurs de fonds, au premier rang desquels se positionne l'Agence française de développement (AFD), aux côtés de la Banque Mondiale (BM), la Banque africaine de développement (BAD), la Banque islamique de développement (BID), et l'Union Européenne. En effet le déficit structurel d'EDG, la faible capacité d'investissement de l'Etat et l'absence du secteur privé ne permet pas à la Guinée de financer elle-même l'extension de son réseau, une condition pourtant nécessaire pour étendre l'accès à l'électricité. La Guinée est donc obligée de s'appuyer sur le support des bailleurs institutionnels.

Le schéma directeur de développement du réseau électrique de Conakry à l'horizon 2035 définit les investissements prioritaires, dont une ligne HT en 225 kV entre le poste de Manéah - existant et recevant l'électricité du barrage de Kaléta puis du complexe Kaléta-Souapiti - et le poste de Linsan - en cours de construction dans le cadre du projet de l'Organisation pour la Mise en Valeur du Fleuve Gambie (OMVG). Cette ligne HT d'environ 146 km est stratégique ; elle est placée au rang des priorités de la Guinée. Elle constitue un élément structurant du futur réseau électrique national car elle permet de fiabiliser l'approvisionnement des postes de Linsan et de Manéah par le complexe Souapiti-Kaléta. En fait elle vise à évacuer l'essentiel de la production électrique sur le réseau interconnecté régional et national et notamment vers la capitale Conakry. En

effet, les infrastructures existantes ne permettront d'évacuer que 225 MW sur les 450 MW de capacité totale du barrage de Souapiti (avec la mise en service de 2 turbines sur 4). Cette nouvelle ligne est donc jugée hautement prioritaire et stratégique pour garantir l'accès à l'électricité pour tous en Guinée en commençant par le plus grand centre de consommation, le grand Conakry. En incluant aussi l'électrification rurale de la zone, l'action vise à améliorer le développement socio-économique de la zone ciblée par le biais de l'accès à une énergie propre, ce qui favorisera la création d'emplois et facilitera l'accès de la population aux services. On estime pouvoir rendre l'électricité accessible à 250 000 habitants et améliorer l'accès pour 100 000 d'entre eux.

Le Ministère de l'énergie, de l'hydraulique et des hydrocarbures (MEHH) décrit ce projet comme un projet clé et une priorité de premier plan pour le développement du réseau interconnecté guinéen.

Comment mentionné précédemment, ce programme contribuera indirectement à la composante "Améliorer la gestion de l'eau pour la préservation des grands fleuves, l'énergie hydroélectrique et la desserte en eau potable à Conakry" de la TEI "Economie Verte et Bleue". Les Etats membres sur place, notamment la France, mais aussi la BEI, sont déjà très présents dans le secteur de l'énergie (transport et distribution) en Guinée et comptent augmenter cette présence à l'avenir dans le cadre de cette TEI.

Cette action est aussi notamment alignée avec la communication "Towards a comprehensive partnership with Africa " du 9 mars 2020 et son premier volet "A Partnership for the Green Transition and Energy Access". L'action contribue également à l'objectif du "Pacte vert pour l'Europe" de *"placer le climat et les questions environnementales au cœur des relations entre l'Afrique et l'Europe, en se reposant sur l'alliance Afrique-Europe qui visera à libérer le potentiel de l'Afrique pour lui permettre de progresser rapidement vers une économie verte et circulaire, caractérisée notamment par des systèmes énergétiques et alimentaires durables et des villes intelligentes"*. L'objectif de cette action est aussi de favoriser la paix sociale, notamment en améliorant la qualité du service et en équilibrant son accès pour les populations dans le Grand-Conakry, en sachant que ces inégalités sont particulièrement marquées dans la capitale où les coupures d'électricité génèrent parfois des émeutes.

De plus cette action s'aligne avec la Stratégie « Global Gateway » car elle se focalise sur le développement des énergies propres et renouvelable (énergie hydroélectrique dans ce cas) en augmentant la résilience au changement climatique ainsi que dans le renforcement du réseau digital de la Guinée en considérant que la fibre optique aérienne sera installée en parallèle aux câbles de la ligne Haute Tension.

## 2.2 Analyse des problèmes

L'accès à l'électricité demeure un enjeu fondamental en Guinée. Le taux moyen d'accès à l'électricité est faible (30% en 2021 et 18% en retranchant les branchements illégaux), y compris dans la capitale, Conakry.

Aujourd'hui, une des principales priorités est de libérer le potentiel de production via l'amélioration du réseau de transport. De fait, malgré une forte hausse des capacités de production du pays, le système de transport électrique n'est pas encore connecté et ne permet donc pas d'acheminer cette production vers l'intérieur du pays. Dans cette perspective, la ligne Manéah-Linsan est un élément clé du réseau haute-tension interconnecté guinéen, en synergie avec la ligne Linsan-Fomi réalisée sous financement BEI. Elle est de plus cruciale pour sécuriser l'alimentation de Conakry en maillant l'alimentation de la capitale. La réalisation de ce projet est donc structurante pour le gouvernement guinéen et le ministère en charge de l'énergie a confirmé son caractère hautement prioritaire.

Ce projet fait partie des projets prioritaires du Gouvernement dans le cadre de l'augmentation du taux d'accès à l'électricité des populations et de l'intégration du système électrique de la Guinée dans le système sous régional.

Il permettra de répondre à la demande électrique dans les régions est de la Guinée en permettant d'y acheminer l'électricité afin d'améliorer le cadre de vie des populations et de favoriser le développement du tissu économique local (micro-industries, artisanat).

Il est ainsi au cœur des objectifs stratégiques et des secteurs d'intervention de l'Union Européenne, en contribuant à la réduction de la pauvreté via l'amélioration des infrastructures essentielles dans le domaine de l'énergie, tout en favorisant également la relance du développement économique de la Guinée.

L'impact attendu de l'action en termes d'amélioration de l'approvisionnement et à terme de l'amélioration du taux d'accès à l'électricité s'inscrit en droite ligne dans le cadre des Objectifs du Développement Durable (ODD) et contribuera à la réalisation de l'objectif 7.2.b « Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable », plus particulièrement « Etendre les infrastructures et perfectionner les

technologies, afin d'approvisionner en services énergétiques modernes et durables tous les habitants des pays en voie de développement ».

En ce qui concerne la dimension environnementale et la dimension changement climatique, comme l'électricité distribuée sera hydroélectrique et que des groupes électrogènes seront mis à l'arrêt, une diminution des émissions de gaz à effet de serre est attendue. Complété par d'autres projets de centrales hydro-électriques d'envergure<sup>1</sup>, le volume total de production devrait garantir un niveau suffisant pour satisfaire la totalité de la demande en électricité du pays et exporter de l'électricité vers les pays voisins d'ici 2030.

Du point de vue de la réduction des inégalités, ce projet permet d'intégrer les régions rurales de l'est du pays et favorise la réduction des inégalités avec les populations urbaines du grand-Conakry. La contribution de la composante d'électrification rurale (construction des réseaux MT, BT et éclairage public) de l'UE permettra d'électrifier les populations qui vivent dans les localités autour de la ligne HT (la ligne HT traversera 80 localités abritant environ 83 000 personnes). Une étude de préfaisabilité financée par l'UE sur la composante d'électrification rurale est en cours de réalisation pour finaliser le périmètre de l'électrification rurale et affiner le nombre exact de localités à électrifier. Une première estimation semble établir la possibilité d'électrifier entre 30 et 40 localités pour une population estimée entre 25000-30000 personnes.

L'électrification des communautés pauvres pourrait entraîner plusieurs avantages supplémentaires, notamment la participation des écoles à l'enseignement du soir pour adultes et l'amélioration de l'efficacité des opérations scolaires grâce à l'utilisation d'équipements tels que des photocopieurs et des ordinateurs. Une augmentation de l'électrification rurale est associée à des taux d'alphabétisation des jeunes plus élevés grâce à l'amélioration des installations d'apprentissage à l'école et à domicile. L'accès à l'électricité favorise le développement par la création d'emplois, l'amélioration de l'éducation et l'égalité des sexes. Dans certains cas, l'éclairage public électrique pourrait aussi contribuer à réduire les taux de criminalité.

On sait que l'accès de l'électricité aux particuliers est un vecteur de l'égalité homme-femme car il permet d'automatiser de nombreuses tâches ménagères, traditionnellement réservées aux femmes dans ces régions, libérant ainsi temps et énergie pour des projets personnels ou l'éducation.

L'amélioration de l'accès à l'électricité est un canal clé par lequel l'inégalité du genre est réduite - car les ménages ayant accès à l'électricité peuvent libérer du temps autrement consacré à la cuisine et à l'éclairage. L'inégalité basée sur le genre dans l'éducation en Afrique dépend de l'approvisionnement en électricité, de l'accès à l'eau et d'un assainissement amélioré. La disponibilité des services de base facilite l'exécution des tâches domestiques, libérant ainsi du temps pour que les filles et les femmes puissent poursuivre leurs études. En conséquence, le progrès des femmes en Afrique est considérablement ralenti par la surcharge des tâches domestiques. Le temps supplémentaire pourrait alors être consacré au travail par le biais d'un travail indépendant ou de micro-entreprises. Comme indiqué, le temps supplémentaire dans de nombreuses communautés rurales pourrait permettre des activités génératrices de revenus agricoles et non-agricoles supplémentaires et faire progresser la productivité rurale. La contribution de l'UE favorise donc aussi la réduction des inégalités basées sur le genre dans ces communautés rurales.

Grâce à la formation des agents à travers le volet renforcement de capacité, le projet permettra à EDG de renforcer son expertise ainsi que sa gouvernance. Dans le cadre du renforcement des capacités, un accent particulier sera mis sur le nombre de femmes formées.

En ce qui concerne la dimension économique, de nombreuses entreprises guinéennes ont recours à des groupes électrogènes. L'accès limité à l'électricité et la faible qualité de service constituent un frein à la création et au développement d'entreprises et d'activités génératrices de revenu. Rendre disponible l'énergie produite par le complexe Kaléta-Souapiti devrait améliorer l'accès des entreprises connectées au réseau à l'électricité et donc stimuler leur croissance.

Par ailleurs la construction de la ligne générera des emplois et du trafic et produira des externalités positives dans l'ensemble de la zone d'influence du projet en termes d'emplois et de commerce. Une fois la ligne en service, la création d'emplois guinéens sera également nécessaire afin de réaliser l'entretien et la maintenance.

Les externalités positives dans les contextes à fort taux de chômage et de sous-emploi, ou à faible participation au marché du travail, peuvent être par exemple la menace supplémentaire pour la stabilité qui vient du chômage comme le risque accru de la criminalité, la violence et la radicalisation qui peuvent accompagner le chômage. Cette situation fournit une raison essentielle de donner la priorité aux initiatives qui favorisent la création d'emplois

<sup>1</sup> Notamment Koukoutamba (294 MW) et Amaria (300 MW).

accrue qui peut répondre à la requête d'emploi de la population active en âge de travailler pour créer une barrière contre ces menaces. Dans les situations de fragilité, comme dans les contextes ruraux, élargir les opportunités économiques et accroître la résilience aux chocs internes et externes est donc particulièrement important car cela peut contribuer au maintien de la paix à court terme et au renforcement de la paix et des institutions à long terme.

**Identification des principales parties prenantes et des questions institutionnelles et/ou organisationnelles correspondantes (mandats, rôles potentiels et capacités) à couvrir par l'action:**

Institution financière internationale pour le développement (DFI) : Elle sera la co-contractante de l'UE et supervisera la mise en œuvre du projet. Elle octroiera à la Guinée le prêt associé à la subvention UE sollicitée.

Electricité de Guinée (EDG) : L'entreprise, 100% étatique, est en charge de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'électricité depuis la production jusqu'à la vente. EDG est en situation de monopole sur ce marché.

MEHH (Ministère de l'Energie de l'Hydraulique et des Hydrocarbures) : Ministère en charge de l'énergie et tutelle gouvernementale d'EDG.

Le MEHH représentera l'Etat guinéen en tant que maîtrise d'ouvrage ; il délèguera la gestion à EDG qui est donc maîtrise d'ouvrage déléguée du projet.

Le cout d'accès à l'électricité en Guinée est déjà très bas par rapport à la moyenne des pays voisins et sera établi selon les tarifs standard national de vente de EDG. Une fois que le service d'électricité sera fourni à la population locale EDG se chargera de faire des campagnes d'informations sur l'utilisation de l'électricité et des compteurs prépayés seront installés pour permettre à la population locale d'utiliser l'électricité selon la consommation sans se retrouver à payer des factures hors de leur budget.

### 3 DESCRIPTION DE L'ACTION

#### 3.1 Objectifs et produits

L'Impact (objectif général) de cette action, c'est l'amélioration de l'accès à l'énergie durable dans les zones urbaines et rurales ainsi que la qualité et l'efficacité du service.

Les effets directs (objectifs spécifiques) de cette action sont :

1. L'amélioration de l'approvisionnement du Grand-Conakry en énergie fiable à basse émission de gaz à effet de serre et à faible impact sur la biodiversité
2. L'amélioration de l'approvisionnement des localités rurales autour de la ligne HT en énergie électrique fiable à basse émission de gaz à effet de serre

Les produits attendus (output) de cette action contribuant aux effets directs (objectifs spécifiques) correspondants sont :

- contribuant à l'effet attendu 1 (ou Objectif spécifique 1)
  - o 1.1 La construction de la ligne de transmission Manéah-Linsan
  - o 1.2 La compensation des atteintes à la biodiversité engendrés par la construction de la ligne de transmission Manéah-Linsan.
  - o 1.3 Le support à EDG dans la gestion des interventions d'entretien de la ligne de transmission Manéah-Linsan
- contribuant à l'effet attendu 2 (ou Objectif spécifique 2)
  - o 2.1 La construction de la ligne de distribution ;
  - o 2.2 La connection au réseau électrique de la population et des entreprises dans la zone du projet
  - o 2.3 Le support à EDG dans la gestion efficace et efficiente de la distribution de l'électricité.



## 3.2 Activités indicatives

### Activités liées au produit 1.1 (output 1.1)

- Recrutement d'un cabinet d'ingénieur-conseil pour (i) assister le maître d'ouvrage dans le processus de passation de marché pour le recrutement de l'entreprise qui construira les ouvrages (lignes HT) ; (ii) suivre l'exécution des travaux ; (iii) effectuer le reporting et (iv) suivre la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales préconisées dans le Plan de gestion environnemental et social (PGES), le Plan d'Action et de Réinstallation (PAR) et le Plan de Restauration des Moyens de Subsistance (PRMS) pour la composante Haute Tension.
- Passation des marchés et exécution des travaux de construction d'une ligne haute tension (146 km).
- Activités de sensibilisation des populations.

### Activités liées au produit 1.2 (output 1.2) :

- Recrutement d'un cabinet pour le développement et la supervision du Plan d'Action Biodiversité,
- Implication de la société civile dans la formulation et la supervision de la mise en œuvre du Plan d'Action Biodiversité
- Dimensionnement des interventions et allocation du budget
- Lancement des travaux, services et subventions pour la mise en œuvre des interventions
- Accompagnement des populations dans l'appropriation des interventions à tutelle de la biodiversité

### Activités liées au produit 1.3 (output 1.3) :

- Recrutement de l'entité en charge du renforcement de capacité de EDG et de l'Unité de gestion projet (UGP)
- Mise en place des formations à l'UGP et EDG sur les aspects de reporting comptables et financiers
- Mise en place du support continu à l'UGP et EDG sur l'exploitation et la maintenance d'une ligne HT

### Activités liées au produit 2.1 (output 2.1) :

- Le même cabinet d'ingénieur-conseil recruté dans le cadre des activités relatives au point 1.1 va (i) assister le maître d'ouvrage dans le processus de passation de marché pour le recrutement de l'entreprise qui construira les ouvrages (électrification rurale) ; (ii) suivre l'exécution des travaux ; (iii) effectuer le reporting et (iv) suivre la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales préconisées dans le PGES, le PAR et le PRMS pour la composante Moyenne et Basse Tension afin de garantir le respect des règles en vigueur et des droits fondamentaux.
- Construction du réseau de distribution en Moyenne Tension
- Travaux de renforcement du poste de Manéah (existant) et travaux de finition/renforcement pour le poste de Linsan (extension 225 kV en cours de construction)
- Construction du réseau de distribution en Basse Tension

### Activités liées au produit 2.2 (output 2.2) :

- Connection des habitations et des entreprises, installation des compteurs
- Activités de sensibilisation des populations afin de les rendre partie du changement socio-économique que l'électrification devrait entraîner en contribuant à la réduction des inégalités.

### Activités liées au produit 2.3 (output 2.3) :

- Renforcement de capacités de EDG pour renforcer les compétences de la société dans la gestion d'un projet d'électrification rurale

La contribution de l'UE à l'Initiative Equipe Europe prévue dans ce plan d'action annuel sera complétée par d'autres contributions des partenaires européens. La contribution indicative de l'UE est soumise à la

confirmation formelle des contributions significatives de chaque partenaire dès que possible. Si la TEI ou ces contributions devaient ne pas se matérialiser, l'action de l'UE pourrait continuer en dehors du cadre de la TEI.

### 3.3 Intégration des questions transversales

#### **Protection de l'environnement et changement climatique**

L'action doit être assez flexible pour fournir des mesures de compensation telles que prévue par le Plan d'action de Biodiversité (PAB), pas encore disponible à ce stade. L'ambition est la compensation intégrale de la perte de biodiversité possiblement engendrée par la construction de la nouvelle ligne. Si la perte de biodiversité ne pourra pas être évitée sur le tracé de la ligne HT, on pourrait renforcer l'écosystème d'une forêt classée ailleurs, comme pour exemple sur le corridor Badiar – Parc National de Pinselli-Soyah-Sabouya (appuyés par le projet de l'UE NaturaGuinée). Ce type d'interventions devront aussi impliquer le Ministère de l'Environnement, et en particulier l'AGEE (Agence de Gestion des Evaluations d'impact Environnementales), la Banque Mondiale (qui appuie l'AGEE) ainsi que la société civile qui met en œuvre des projets de conservation et recevoir un niveau de visibilité adéquat pour en faire un cas d'école.

**Résultats de l'examen de l'évaluation environnementale stratégique (EES)** (pertinent pour l'appui budgétaire et les interventions au niveau stratégique).

Le criblage EES a conclu que aucune autre action n'était requise.

**Résultats de l'évaluation des incidences sur l'environnement (EIE)** (pertinents pour les projets et/ou les interventions spécifiques dans le cadre d'un projet)

L'évaluation préliminaire de l'EIE a classé l'action en tant que catégorie A (EIE). L'EIE a été complétée par une étude de l'impact du projet sur le chimpanzé et les chiroptères. L'EIE a mis en évidence dans ses conclusions, des impacts classifiés comme « fort » au niveau biologique comme la dégradation des habitats boisés par l'élagage de la strate arborée, la fragmentation d'habitats boisés et l'augmentation de l'effet lisière, la perte de milieux forestiers naturels sensibles par les emprises des pylônes et de la ligne. Les mesures proposées ont été : a) Reboisement au moins équivalent aux pertes en hectares d'habitats naturels similaires dans la zone d'étude secondaire ; b) Replantation de l'équivalent des individus perdus dans la zone d'étude secondaire. L'EIE a aussi noté que des inventaires de terrain complémentaires étaient nécessaires pour confirmer la présence de chimpanzés, avant de désigner la zone comme habitat critique ou non. L'avenant de l'EIE spécifique sur la présence de chimpanzés a eu comme conclusion que la perte, dégradation et/ou fragmentation de l'habitat du chimpanzé par l'élagage et coupe de la strate arborée soit compensée / suivie par le reboisement au moins équivalent aux pertes en hectares d'habitats naturels similaires dans la zone d'étude secondaire.

**Résultats de l'examen analytique de l'évaluation des risques climatiques** (pertinent pour les projets et/ou les interventions spécifiques au sein d'un projet)

L'examen analytique des agences de notation a conclu que cette action était à risque faible ou nul (aucune évaluation complémentaire n'est nécessaire). En effet, l'étude de préféabilité de l'électrification rurale menée pour ce projet confirme qu'en cas de fortes moussons pendant la saison des pluies, il n'y a pas de risques. Il semble que le terrain et la nature de l'infrastructure limitent l'exposition du projet risque climatique. Par ailleurs des études et relèvements effectués sur le niveau d'eau des barrages de Kaleta et Souapiti ont assuré que pour les 30 prochaines années au moins, le volume d'eau ne sera pas impacté par le changement climatique et notamment les sécheresses.

En ce qui concerne la contribution de cette action à l'adaptation du réseau de distribution électrique guinéen aux risques climatiques, la ligne de transport de 225 kV Linsan-Manéah fermera la boucle interne (triangle Kaleta-Manéah-Linsan) et reliera la sous-station de Manéah à la sous-station de Linsan. Par conséquent, cette ligne contribuera à sécuriser de manière significative l'approvisionnement énergétique de la ville de Conakry en cas de dommage suite à des événements climatiques sur une des 2 lignes et recevra donc un Marquer Rio 1 pour l'adaptation.<sup>2</sup>

<sup>2</sup> « [OECD DAC Rio Markers for Climate Handbook](#) »

---

**Égalité entre les hommes et les femmes et l'autonomisation des femmes et des filles**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action porte la mention G1<sup>3</sup>.

L'extension de l'accès à l'électricité constitue une extension du droit à l'accès à une électricité propre et à un prix abordable, qui bénéficiera surtout aux femmes dans des communautés rurales vulnérables. L'accès de l'électricité aux particuliers est un vecteur de l'égalité homme-femme. Il permet d'automatiser de nombreuses tâches ménagères, traditionnellement réservées aux femmes dans ces régions, libérant ainsi temps et énergie pour des projets personnels ou pour l'éducation. De plus l'action permettra aussi l'électrification d'institutions sociales (telles que des écoles et les centres de santé) dans la zone ciblée.

---

**Droits humains**

Le respect des droits humains sera assuré conformément aux normes internationales et celles de l'UE et devra être scrupuleusement respecté lors des opérations d'expropriation des emprises nécessaires à la réalisation des lignes électriques et des indemnisation correspondantes. Entre autres, la législation du travail applicable devra être pleinement respectée par les acteurs partenaires lors de la mise en œuvre des actions.

---

**Invalidité/Handicap**

Conformément aux codes du CAD de l'OCDE identifiés à la section 1.1, cette action est qualifiée de D0, car elle ne cible pas directement les personnes handicapées. Néanmoins, les interventions dans le secteur de l'électrification auront des conséquences qui amélioreront largement la situation des personnes handicapées, tel que l'amélioration de la fruibilité des espaces publics grâce à l'éclairage électrique.

---

**Démocratie**

Des investissements importants peuvent créer des possibilités de gains illicites pour les administrateurs corrompus (pots-de-vin pour concessions ou influence sur les procédures de passation de marchés). Pour réduire au minimum ces risques, les procédures d'appel d'offres suivront les procédures imposées par les partenaires financiers qui ont déjà fait l'objet d'une évaluation par l'UE; dans le même temps, une transparence totale de ces procédures et une large participation des parties prenantes à l'identification des spécifications de conception seront assurées afin de parvenir à une offre inclusive de services et d'infrastructures qui n'exclue aucun segment de la population.

---

**Sensibilité aux conflits, paix et résilience**

L'amélioration de l'accès à l'électricité en milieu urbain a démontré par le passé être facteur d'apaisement social (car les inégalités d'accès accroissent la conflictualité interne). La politique d'extension des abonnements à Conakry et l'extension du réseau en milieu rural seront analysés préalablement à la soumission du projet de mixage pour identifier et mitiger les possibles sources de conflit. Des actions sur l'électrification solaire off-grid seront aussi promues sur des lignes de financement thématiques et autres pour mitiger les disparités entre les communautés couvertes par l'extension du réseau et les autres.

---

**Réduction des risques de catastrophes**

Chaque projet soumis à l'AIP doit respecter les normes de conception les plus élevées pour résister à des événements extrêmes et ne pas détériorer les conditions préexistantes, par exemple au moyen d'une analyse exhaustive des risques associés.

---

**Autres considérations, le cas échéant**

N/A

---

**Réduction des inégalités**

Selon le marqueur d'inégalité, lorsque la réduction des inégalités est un objectif important, elle est étiquetée I-1. Cela implique une attention particulière à l'accès à l'électricité pour tous et toutes, qui demeure un enjeu fondamental en Guinée. Le taux moyen d'accès à l'électricité est faible (30% en 2021 et 18% en retranchant les branchements illégaux), y compris dans la capitale, Conakry.

---

<sup>3</sup> Objectif significatif

De fortes disparités existent, par exemple entre la Basse Guinée avec une proportion élevée de ménages qui éclairent leurs logements grâce au réseau électrique (39,2 %) contre seulement 6,2 % en Guinée Forestière, 9 % en Moyenne Guinée et 15,8 % en Haute Guinée. La qualité de la connexion n'est pas homogène et certaines zones connaissent des pannes fréquentes et n'ont accès qu'à un service électrique de mauvaise qualité. De nombreux ménages sont connectés de manière informelle ou illégale, ce qui entraîne des risques d'accidents et de décès liés à l'ancienneté et à la mauvaise qualité des installations.

Dans le secteur des énergies renouvelables, l'engagement de l'UE est de pleinement valoriser le haut potentiel du pays. L'accès à l'énergie sera étendu à plus de population, surtout les plus vulnérables, et aux pays voisins par le biais d'un appui aux investissements dans la transmission et la distribution, et avec un renforcement de la gouvernance du secteur. Cette action de l'UE est en ligne avec l'Objectif de développement durable 10 (Objectif 10 ou ODD 10) concernant la réduction des inégalités qui est l'un des 17 Objectifs de développement durable établis par les Nations Unies en 2015. Le titre complet est : "Réduire les inégalités au sein et entre les pays".

Ce projet permet d'intégrer les régions rurales de l'est du pays et favorise la réduction des inégalités avec les populations urbaines du grand Conakry.

### 3.4 Risques et enseignements tirés

Categorie	Risques	Probabilité (Haute/ Moyenne / Faible)	Impact (Haute/ Moyen/ Faible)	Mesures d'atténuation
Au niveau politique le pays présente une situation sociale et politique fragile, matérialisée par la persistance de turbulences sociopolitiques.	Risque 1	Haute	Haute	Dans cette perspective, un dialogue étroit avec le gouvernement sera maintenu afin d'adapter le positionnement en fonction des évolutions constatées.
La situation économique mondiale est très volatile, impliquant une variation à la fois sur les taux d'intérêt, taux de change, inflation et coût des matières premières	Risque 2	Moyenne	Moyen	Les études techniques réalisées ont pris en compte l'évolution à la hausse de ces différents paramètres afin d'avoir un plan de financement adapté à ces fluctuations.
Les principaux risques environnementaux et sociaux liés au projet concernent le déplacement des populations situées dans le corridor de la future ligne, en particulier au niveau des zones urbaines	Risque 3	Moyenne	Moyen	A ce stade, des études environnementales et sociales ont été réalisées avec un EIES et un Cadre de Politique de Réinstallation (CPR) et leur mise en œuvre est prévu dans le cadre d'un PGES. Un PAR sera ensuite réalisé afin de s'assurer que le risque social est maîtrisé et que l'ensemble des impacts ont été compensé selon les critères internationaux. A ce stade, sont anticipés environ 150 à 200 déplacements physiques et 300 à 500 déplacements économiques.  Afin de limiter l'impact social dans la zone urbaine de Manéah, il a été choisi d'enterrer la ligne sur 6 km à la sortie du poste.

Les principaux risques environnementaux et sociaux liés au projet concernent l'impact potentiel sur l'avifaune ainsi que sur l'habitat de chimpanzé	Risque 4	Moyenne	Moyen	A ce stade, des études environnementales et sociales ont été réalisées avec un EIES et un CPR et leur mise en œuvre est prévu dans le cadre d'un PGES. Des mesures d'évitements et de mitigation ont déjà été proposées dans ce document afin de limiter les impacts sur l'avifaune et les chimpanzés (notamment à travers le positionnement le plus adéquat des poteaux) selon le principe « éviter, réduire, compenser » Au début du projet l'on veillera à impliquer la WCF (Wild Chimpanzee Foundation) dans les discussions sur les limitations et les compensations des impacts sur le chimpanzé.
Les principaux risques environnementaux liés au projet concernent l'impact potentiel sur l'habitat, espèces et la biodiversité	Risque 5	Moyen	Moyen	A ce stade, des études environnementales et sociales ont été réalisées avec un EIES et un CPR et leur mise en œuvre est prévue dans le cadre d'un PGES. La mise en œuvre du PAB avant le début du projet sera assurée par des fonds suffisants alloués dans le PGES pour la mise en œuvre des mesures de compensation pour protéger la biodiversité selon le principe « éviter, réduire, compenser ».
Les effets du changement climatique résulteraient à un niveau trop bas d'eau des barrages de Kaleta et Souapiti	Risque 6	Faible	Faible	A ce stade, des études et relèvement effectuées sur le niveau d'eau des barrages de Kaleta et Souapiti ont assuré que pour au moins 30 ans le volume d'eau ne sera pas en diminution du changement climatique
Manque d'entretien du réseau construit	Risque 7	Faible	Faible	Les infrastructures prévues dans le cadre de ce projet sont relativement classiques et le suivi des études et des travaux peut tout à fait être mené par EDG. La composante de renforcement de capacités vise à capitaliser le savoir des exploitants de ligne haute tension d'EDG, et à renforcer les compétences de la société dans ce domaine.
Cout de raccordement qui est normalement imputé aux nouveaux clients d'EDG soit trop élevé pour la population de la zone cible	Risque 8	Moyenne	Moyen	La subvention UE permettra ainsi plus précisément de financer la maîtrise d'œuvre technique et environnementale du projet afin d'assurer sa réalisation optimale et de renforcer techniquement EDG ainsi que la gouvernance du secteur. Elle permettra donc l'électrification rurale de la zone du projet et prendra en charge une part du coût de l'infrastructure de la ligne (12%) couvrant (une partie) de ces coûts de raccordement.
<b>Enseignements tirés :</b>				

Pour la construction de la ligne HT et pour la composante d'électrification rurale des localités il faudra considérer les problèmes liés au droit foncier en Guinée qui souvent a créé dans le passé beaucoup de problèmes aux compagnies privées en phase de construction. Il faudra faire un suivi strict avec les autorités pour assurer la résolution de ce problème en phase d'exécution.

### 3.5 Logique d'intervention

La logique d'intervention sous-jacente pour cette action est

Si un cabinet d'ingénieur-conseil est recruté et assiste le maître d'ouvrage dans l'attribution du marché des travaux, suit l'exécution de ces derniers, fournit les rapports et vérifie la mise en œuvre des mesures environnementales et sociales, si les travaux sont exécutés sans rencontrer d'obstacles critiques y compris sans l'opposition de la population locale grâce à une politique de sensibilisation soulignant les avantages de l'électrification, si en tout ça la situation politique demeure stable, alors la ligne de transmission en Haute Tension Manéah-Linsan pourra voir le jour, ainsi que le réseau de distribution en Moyenne et Basse Tension.

Si un cabinet d'experts en biodiversité est aussi recruté pour la rédaction et la supervision du PAB, si la société civile est aussi impliquée, si cela porte à l'identification et au chiffrage des interventions de compensation, si ensuite les marchés nécessaires sont lancés y compris pour l'accompagnement des populations riveraines, si en tout ça la situation politique demeure stable, alors il sera possible de compenser intégralement la perte de biodiversité engendrée par la construction de la ligne de transmission HT Manéah-Linsan.

Si une société est recrutée pour le renforcement des capacités de EDG et UGP et des formations de qualité sont mises en place sur les aspects de reporting comptable et financier, sur l'exploitation et la maintenance d'une ligne HT ainsi que sur la distribution en milieu rural, si en parallèle le Ministère et la Présidence maintiennent un haut niveau de vigilance sur les performances de EDG et si la situation politique demeure stable, alors les interventions d'entretien et d'amélioration sur la ligne de transmission verront une efficacité et une efficience accrue et un haut niveau de fiabilité dans la distribution de l'électricité pourra être garanti.

Si EDG complète l'installation des transformateurs, le tirage des lignes en Basse Tension aux habitations, aux ateliers et aux usines, si EDG installe les compteurs et forme la population à la consommation responsable d'énergie électrique et si la vigilance et la stabilité politique se poursuivent, alors foyers et entreprises seront effectivement connectés au réseau électrique.

Si donc la ligne de transmission en HT est construite et l'efficacité des interventions de EDG est améliorée, et en amont la production d'électricité par les turbines du complexe Souapiti Kaleta est effectivement augmentée pour satisfaire la nouvelle demande, alors l'approvisionnement en énergie fiable à basse émission de gaz serre du Grand Conakry sera amélioré.

Si également la ligne de distribution en Moyenne et Basse Tension est construite, si les foyers et les entreprises dans la zone du projet sont connectées au réseau et si EDG garantit un haut niveau de régularité dans le service, alors les localités rurales de la zone seront également approvisionnées en énergie électrique fiable à basse émission de gaz à effet de serre.

En conclusion, si l'approvisionnement en énergie fiable à basse émission de gaz à effet de serre est amélioré, soit pour le Grand Conakry, soit pour les localités rurales autour de la ligne HT, alors on assistera à une amélioration généralisée de l'accès à l'énergie durable ainsi que de la qualité et l'efficience du service, comme indiqué parmi les objectifs du Plan Indicatif Multiannuel 2021-2027 pour la République de Guinée.

### 3.6 Matrice indicative du cadre logique

Ce cadre logique indicatif constitue la base du suivi, des rapports et de l'évaluation de l'intervention.

Sur la base de cette matrice du cadre logique, un cadre logique plus détaillé (ou plusieurs) peut être développé au stade contrat. Dans le cas où les valeurs de référence et les valeurs cibles ne sont pas disponibles pour l'action, elles doivent être informées pour chaque indicateur à la signature du ou des contrats liés à cette AD, ou au plus tard dans le premier rapport d'avancement. De nouvelles colonnes peuvent être ajoutées pour définir des cibles intermédiaires pour les indicateurs et des résultats si besoin.

- Le premier rapport d'avancement devra inclure le cadre logique complet (y compris les valeurs de références/cibles).
- Les rapports d'avancement suivants devront fournir un cadre logique mis à jour avec les valeurs actuelles pour chaque indicateur.
- Le rapport final devra inclure le cadre logique avec les valeurs de référence et finales pour chaque indicateur.

La matrice indicative du cadre logique peut évoluer au cours de la vie de l'action en fonction des différentes modalités de mise en œuvre de cette action.

Les activités, les résultats attendus et les indicateurs, cibles et références associés inclus dans la matrice du cadre logique peuvent être mis à jour au cours de la mise en œuvre de l'action, aucun amendement n'étant nécessaire à la décision de financement.

Modalité de projet (3 niveaux de résultats / indicateurs / valeurs de référence / valeurs cibles / source de données / hypothèses – pas d'activités)

Résultats	Chaine de résultats (a): (maximum 10)	Indicateurs (a): (au moins un indicateur par résultat attendu)	Valeurs de référence (valeurs et années)	Valeurs cibles (valeurs et années)	Sources de données	Hypothèses
<b>Impact</b>	Amélioration de l'accès à l'énergie durable dans les zones urbaines et rurales ainsi que la qualité et l'efficacité du service	<p>Nombre d'habitants urbains ayant accès à l'électricité grâce à: (a) un nouvel accès, (b) un accès amélioré (GERF 2.3).</p> <p>Nombre d'habitants ruraux ayant accès à l'électricité grâce à: (a) un nouvel accès, (b) un accès amélioré (GERF 2.3).</p> <p>Nombre d'habitants urbains dans la zone de projet en dessous du seuil de pauvreté</p>	<p>(a), (hommes) (2020): Tbd(*)</p> <p>(a), (femmes) (2020): Tbd(*)</p> <p>(b), (hommes) (2020): Tbd(*)</p> <p>(b), (femmes) (2020): Tbd(*)</p> <p>(a), (hommes) (2020): Tbd(*)</p> <p>(a), (femmes) (2020): Tbd(*)</p> <p>(b), (hommes) (2020): Tbd(*)</p> <p>(b), (femmes) (2020): Tbd(*)</p> <p>(hommes) (2020): Tbd</p> <p>(femmes) (2020): Tbd</p>	<p>(a), (hommes) (2027): Tbd(*)</p> <p>(a), (femmes) (2027): Tbd(*)</p> <p>(b), (hommes) (2027): Tbd(*)</p> <p>(b), (femmes) (2027): Tbd(*)</p> <p>(a), (hommes) (2027): Tbd(*)</p> <p>(a), (femmes) (2027): Tbd(*)</p> <p>(b), (hommes) (2027): Tbd(*)</p> <p>(b), (femmes) (2027): Tbd(*)</p> <p>(hommes) (2027): Tbd</p> <p>(femmes) (2027): Tbd</p>	<p>- Africa Energy Portal ;</p> <p>- Rapport final du projet ;</p> <p>- Systeme de suivi de l'intervention (rapports de l'intervention) ;</p> <p>- Guinea Energy Profile IRENA</p> <p>- Enquête/études début et fin de l'intervention</p>	<i>Not applicable</i>

		Nombre d'habitants ruraux dans la zone de projet au dessus du seuil de pauvreté	(hommes) (2020): Tbd (femmes) (2020): Tbd	(hommes) (2027): Tbd (femmes) (2027): Tbd		
		Consommation finale d'électricité par habitant urbain (kWh)	(hommes) (2020): Tbd(*) (femmes) (2020): Tbd(*)	(hommes) (2027): Tbd(*) (femmes) (2027): Tbd(*)		
		Consommation finale d'électricité par habitant rural (kWh)	(hommes) (2020): Tbd(*) (femmes) (2020): Tbd(*)	(hommes) (2027): Tbd(*) (femmes) (2027): Tbd(*)		
		% de la consommation d'énergie produite par technologies à bas effet de serre	2020: Tbd	2027: Tbd		
		Taux d'effort énergétique (% dépenses totales d'énergie dans le logement sur le revenu disponible du ménage)	2020: Tbd	2026: Tbd		
<b>Effet direct 1</b>	L'approvisionnement en énergie fiable à basse émission de gaz à effet de serre du Grand Conakry est amélioré.	1.1 Puissance électrique mise à disposition du réseau urbain  1.2 Index SAIFI = (Total number of sustained interruptions in a year) / (Total number of consumers) diminue  1.3 Rapidité de réponse aux pannes sur la ligne HT  1.4 Nombre de pannes sur la ligne HT non résolues dans un délai de 24 hrs	1.1 (2022) : 0  1.2 (2020) :104  1.3 (2022) : Tbd  1.4 (2022) : Tbd	1.1 (2026): Tbd  1.2 (2026): <50  1.3 (2026): Tbd  1.4 (2026): Tbd	1.1 Rapport final du projet  1.2 Rapport annuel EDG  1.3 Rapport annuel EDG  1.4 Rapport annuel EDG	- La situation politique est stable - La production d'électricité par les turbines du complexe Souapiti Kaleta est effectivement augmentée pour satisfaire la nouvelle demande



		1.5 Emission CO2 (Kt/an)	1.5 (2022) : Tbd	1.5 (2026): Tbd	1.5 Rapport final projet	
<b>Effet direct 2</b>	Les localités rurales autour de la ligne HT sont approvisionnées en énergie électrique fiable à basse émission de gaz à effet de serre	2.1 Nombre de localités alimentée par l'extension réseau  2.2 Nombre de Petites et Moyennes Entreprises (gérées pas des hommes ou gérées par des femmes) alimentée par l'extension réseau  2.3 Rapidité de réponse aux pannes sur la ligne M&BT  2.4 Nombre de pannes sur la ligne M&BT non résolues dans un délai de 24 hrs  2.5 Emission CO2 (Kt/an)  2.6 Nombre a) d'emplois, b) d'emplois verts en milieu rural (GERF 2.13)	2.1 (2022) : 0  2.2 (hommes, 2022) : 0 ; (femmes, 2022) : 0  2.3 (2022) : Tbd  2.4 (2022) : Tbd  2.5 (2022) : 0  2.6 (2022) : Tbd	2.1 (2026): Tbd  2.2 (hommes, 2026) : 0 ; (femmes, 2026) : 0  2.3 (2026): Tbd  2.4 (2026): Tbd  2.5 (2026): Tbd  2.6 (2026): Tbd	2.1 Rapport final projet  2.2 Rapport final projet  2.3 Rapport annuel EDG  2.4 Rapport annuel EDG  2.5 Rapport final projet  2.6 Rapport final projet	
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 1</b>	1.1 La ligne de transmission Manéah-Linsan est construite	1.1.1 Linéaire de ligne Haute Tension 225 kV construit (km)	1.1.1 (2022) : 0	1.1.1 (2026): 146 Km	1.1.1 Systeme de suivi de l'intervention (rapports de l'intervention)	- La situation politique est stable
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 1</b>	1.2 Les atteintes à la biodiversité engendrés par la construction de la ligne de transmission Manéah-Linsan sont entierement compensées	1.2.1 Superficie reamenagée aux conditions originales	1.2.1 (2022) : 0	1.2.1 (2026): Tbd	1.2.1 Rapport final du projet, Signalations de la société civile impliquée	- La société civile reste vigilante

<b>Produit 3 lié à l'effet direct 1</b>	1.3 Le support à EDG dans la gestion des interventions d'entretien de la ligne HT Manéah-Linsan est garanti	1.3.1 Pourcentage d'agents formés ayant signalé une amélioration de leurs connaissances sur la maintenance d'une ligne HT ventilé par sexe	1.3.1 (2022) : Tbd	1.3.1 (2026) Tbd	1.3 Rapports et statistiques EDG	- Les autorités guinéennes exercent une pression constante sur EDG dans un chemin d'amélioration de ses performances - La situation politique est stable - Le personnel et les personnes formés restent à leur poste et ont la capacité de mettre en œuvre les nouvelles connaissances acquises
<b>Produit 1 lié à l'effet direct 2</b>	2.1 La ligne de distribution est construite	2.1.1 Linéaire de ligne Moyenne Tension construit (km)  2.1.2 Linéaire de ligne Basse Tension construit (km)	2.1.1 (2022) : 0  2.1.2 (2022) : 0	2.1.1 (2026): 80 Km  2.1.2 (2026): 65 Km	2.1 Système de suivi de l'intervention (rapports de l'intervention)	- Les DFIs restent engagées à l'action - La situation politique est stable
<b>Produit 2 lié à l'effet direct 2</b>	2.2 La population et les entreprises dans la zone du projet est connectée au réseau électrique	2.2.1 Nombre de villages dans la zone élargie de la ligne connectés au réseau électrique  2.2.2 Nombre de foyers dans la zone élargie de la ligne connectés au réseau électrique  2.2.3 Nombre de petites et moyennes entreprises dans la zone élargie de la ligne connectés au réseau électrique, ventilé par sexe du chef d'entreprise	2.2.1 (2022) : 0  2.2.2 (2022) : 0  2.2.3 (2022) : 0	2.2.1 (2026): 30  2.2.2 (2026): 5000  2.2.3 (2026): Tbd	2.2 Systeme de suivi de l'intervention (rapports de l'intervention), Rapport final du projet	

<b>Produit 3 lié à l'effet direct 2</b>	2.3 Le support à EDG dans la gestion efficace et efficiente de la distribution en milieu rural est garanti	2.3.1 Pourcentage d'agents formés ayant signalé une amélioration de leurs connaissances sur la distribution de l'électricité en milieu rural, ventilé par sexe	2.3.1 (2022) : Tbd	2.3.1 (2026) Tbd	2.3 Rapports et statistiques EDG	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les autorités guinéennes restent engagées et exercent une pression constante sur EDG dans un chemin d'amélioration de ses performances</li> <li>- Le personnel et les personnes formés restent à leur poste et ont la capacité de mettre en œuvre les nouvelles connaissances acquises</li> </ul>
---	--	--	--------------------	------------------	----------------------------------	--

(\*) la baseline et le sont définis de façon aggregée (hommes+femmes, urbains+ruraux) dans le MIP: Baseline (2020): 0; (2027): a : 250 000, b : 100 000

(\*) la baseline et le sont définis de façon aggregée (hommes+femmes, urbains+ruraux) dans le MIP: Baseline (2020): 22,5 kWh; (2027):30 kW

Modalité d'appui budgétaire telle qu'elle ressort de la politique publique nationale/sectorielle bénéficiant d'un soutien (4 niveaux de résultats/indicateurs/valeurs de référence/ valeurs cibles /source de données - pas d'activités)

N/A

## 4 MODALITÉS DE MISE EN OEUVRE

### 4.1 Convention de financement

Pour mettre en œuvre la présente action, il n'est pas envisagé de conclure une convention de financement avec la République de Guinée.

### 4.2 Période indicative de mise en oeuvre

La période indicative de mise en œuvre opérationnelle de la présente action, durant laquelle les activités décrites à la section 3 seront réalisées et les contrats et conventions correspondants mis en œuvre, est de soixante mois (60 mois) à compter de la date de l'adoption par la Commission de la présente décision de financement.

La prolongation de la période de mise en œuvre peut être approuvée par l'ordonnateur compétent de la Commission, qui modifiera la présente décision, ainsi que les contrats et les accords concernés.

### 4.3 Mise en oeuvre de la composante relative à l'appui budgétaire [uniquement pour l'appui budgétaire]

Sans objet

### 4.4 Modalités de mise en oeuvre [applicable à la modalité du projet ou à l'appui complémentaire à l'appui budgétaire]

La Commission veillera au respect des règles et procédures pertinentes de l'Union pour l'octroi de financements à des tiers, notamment des procédures de réexamen s'il y a lieu, ainsi qu'à la conformité de l'action avec les mesures restrictives de l'UE<sup>4</sup>.

#### 4.4.1 Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP)

Cette contribution peut être mise en œuvre en gestion indirecte avec les entités, appelées institutions financières chefs de file, désignées dans l'annexe de la présente fiche d'action.

La DFI sera choisie sur la base de sa présence et son engagement dans le pays et dans le secteur, de sa disponibilité à assumer le risque de l'opération et des conditions de concessionnalités offertes.

#### 4.4.2 Opérations FEDD+ couvertes par des garanties budgétaires

Sans objet

### 4.5 Critères d'éligibilité géographique pour les marchés et les subventions

L'éligibilité géographique au regard du lieu d'établissement pour la participation aux procédures de passation de marchés et d'octroi de subventions et au regard de l'origine des fournitures achetées, telle qu'elle est établie dans l'acte de base et énoncée dans les documents contractuels pertinents, est applicable sous réserve des dispositions suivantes.

L'ordonnateur compétent de la Commission peut étendre l'éligibilité géographique sur la base de l'urgence ou de l'indisponibilité des services sur les marchés des pays ou territoires concernés, ou dans d'autres cas dûment justifiés où l'application des règles d'éligibilité rendrait impossible ou excessivement difficile la réalisation de cette action (article 28, paragraphe 10, du règlement IVCDI - Europe dans le monde).

<sup>4</sup> [www.sanctionsmap.eu](http://www.sanctionsmap.eu). Please note that the sanctions map is an IT tool for identifying the sanctions regimes. The source of the sanctions stems from legal acts published in the Official Journal (OJ). In case of discrepancy between the published legal acts and the updates on the website it is the OJ version that prevails.

#### 4.6 Budget indicatif

Composantes budgétaires indicatives	Contribution de l'UE (montant en millions d'EUR)	Contribution indicative de tiers, dans la devise indiquée (montant en EUR)
Modalités de mise en œuvre – cf section 4.4.		
<b>4.4.1. Contribution à la Plateforme d'investissement pour l'Afrique (AIP)</b>	20 585 000	
<b>Total</b>	20 585 000	80 585 000

#### 4.7 Structure organisationnelle et responsabilités

L'organisation du financement sera conçue d'après la suivante approche :

Le bénéficiaire du prêt de la DFI sélectionnée et de la subvention de l'Union européenne sera l'Etat guinéen. Le financement des infrastructures se fera conjointement. La maîtrise d'œuvre ainsi que les actions de renforcement de capacités seront financées par la subvention de l'UE.

Ces deux financements seront rétrocédés (dans les conditions du prêt à déterminer dans le circuit de l'AIP) à la société nationale Electricité De Guinée (EDG) qui assumera la maîtrise d'ouvrage du projet, puis devrait être en charge de l'exploitation des infrastructures.

Les acteurs pour l'implémentation de cette action seront :

DFI : sera la cocontractante de l'UE et supervisera la mise en œuvre du projet. Elle octroiera à la Guinée le prêt associé à la subvention UE sollicitée.

Electricité de Guinée (EDG) : L'entreprise, possédée entièrement par l'Etat, qui est en charge de l'ensemble de la chaîne de valeur de l'électricité depuis la production jusqu'à la vente. EDG est en situation de monopole sur ce marché.

MEHH (Ministère de l'Energie de l'Hydraulique et des Hydrocarbures) : Ministère en charge de l'énergie et tutelle gouvernementale d'EDG. Le MEHH représentera l'Etat guinéen en tant que maîtrise d'ouvrage et délèguera la gestion à EDG qui assurera donc la maîtrise d'ouvrage déléguée du projet.

Les différentes passations de marché seront attribuées à la suite d'appel d'offre international. La maîtrise d'ouvrage déléguée EDG sera en charge de la procédure et de l'attribution avec le soutien de la DFI. La passation des différents marchés devra respecter les procédures de la DFI telles qu'accréditées par l'Union européenne.

Le projet et la subvention UE comprendront plusieurs composantes (voir 4.6), dédiées soit au financement de l'infrastructure (Ligne HT et électrification rurale) soit à l'assistance technique (AT) et aux mesures d'accompagnement.

La composante d'AT comprend (voir Activités au point 3.2) le recrutement d'un cabinet d'ingénieur-conseil, le recrutement d'un cabinet pour les mesures environnementales et sociales, les formations ainsi que les mesures d'accompagnement.

Afin de favoriser une bonne exécution du projet et l'atteinte des objectifs, des activités de communication axées sur la sensibilisation des populations, y compris les détenteurs de droits tels que les jeunes, les organisations de femmes et les organisations représentant les groupes vulnérables et marginalisés, seront également mises en œuvre.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution budgétaire et de sauvegarde des intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux structures de gouvernance susmentionnées mises en place pour gérer la mise en œuvre de l'action.

#### 4.8 Conditions préalables [uniquement pour la modalité de projet]

Sans Objet

## 5 MESURE DE PERFORMANCE

### 5.1 Suivi et rapports

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre met en place un système permanent de suivi interne, technique et financier de l'action et élabore régulièrement des rapports d'avancement (au moins annuels) et des rapports finaux. Chaque rapport doit fournir un compte rendu précis de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements introduits, ainsi que du degré d'obtention de ses résultats (Produits et effets directs) mesurés par les indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité du projet) et la liste de stratégie, de politique ou de plan d'action du partenaire (pour l'appui budgétaire).

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

Rôles et responsabilités en matière de collecte, d'analyse et de suivi des données :

La DFI est censée rétrocéder les financements à la société nationale Electricité De Guinée (EDG) qui assumera la maîtrise d'ouvrage du projet, et ensuite sera en charge de l'exploitation des infrastructures. Cela inclut notamment la relation avec la maîtrise d'œuvre du projet ainsi que l'ensemble du processus de passation de marché. Les marchés seront passés dans le respect des procédures de la DFI. La DFI pourra appuyer EDG dans ces démarches et validera les différents documents à travers la transmission d'Avis de non-objection.

Une Unité de Gestion de Projet (UGP) sera mise en place. Au sein de l'UGP, il y aura un chef de projet en charge de la coordination de l'ensemble du projet, avec un profil d'ingénieur transport, un ingénieur spécialiste de l'électrification rurale, un responsable de la passation de marchés, éventuellement un responsable en matière environnemental et social recruté en externe faisant du transfert de compétences à EDG et un responsable administratif et financier.

Le suivi du projet sera assuré par les services de la DFI, notamment lors de missions. La DUE en sera informée et y sera invitée.

Conformément aux engagements contractuels prévus dans la convention de contribution signée entre la DFI et l'UE, la DFI remettra à l'UE annuellement un rapport d'avancement technique et financier.

### 5.2 Evaluation

Compte tenu de l'importance de l'action, une/des évaluation(s) à mi-parcours et ex-post seront effectuées pour cette action, ou une de ses composantes par un partenaire de mise en œuvre.

Le suivi du projet sera assuré i) par les services de la DFI, notamment lors de missions. La DUE en sera informée et y sera invitée.

Conformément aux engagements contractuels prévus dans la convention de contribution signée entre la DFI et l'UE, la DFI remettra à l'UE annuellement un rapport d'avancement technique et financier.

Une prestation d'évaluation à mi-terme et une évaluation ex post financées par la DFI seront réalisées et des missions de supervision seront effectuées régulièrement par les services de la DFI et le chef de projet. Les représentants de l'UE en seront informés et y seront invités.

Une évaluation à mi-parcours sera réalisée pour résoudre des problèmes, tirer des enseignements, notamment dans le cadre du déroulement de l'action.

Une évaluation ex-post est envisagée : celle-ci sera réalisée au titre de l'obligation de rendre des comptes et de tirer des enseignements à plusieurs niveaux (y compris pour une révision de la politique menée), en tenant compte la complexité de l'action.

Les rapports d'évaluation seront communiqués au pays partenaire et aux autres parties prenantes clés. Le partenaire chargé de la mise en œuvre et la Commission analyseront les conclusions et les recommandations des évaluations et décideront d'un commun accord, le cas échéant en accord avec le pays partenaire, des actions de suivi à mener et de toute adaptation nécessaire et notamment, s'il y a lieu, de la réorientation du projet.

### 5.3 Audit et vérifications

Sans préjudice des obligations applicables aux marchés conclus pour la mise en œuvre de la présente action, la Commission peut, sur la base d'une évaluation des risques, commander des audits indépendants ou des missions de vérification des dépenses pour un ou plusieurs contrats ou conventions.

## 6 COMMUNICATION STRATÉGIQUE ET DIPLOMATIE PUBLIQUE

Pour le cycle de programmation 2021-2027 une nouvelle approche de fond commun, planification et mise en œuvre de la communication stratégique et de diplomatie publique a été adoptée.

La communication et la visibilité de l'UE reste une obligation juridique pour toutes les actions extérieures financées par l'UE, afin de faire connaître le soutien de l'Union européenne à leur travail auprès des publics concernés, notamment en utilisant l'emblème de l'UE et une brève déclaration de financement, sur tous les supports de communication liés aux actions concernées.

Cette obligation s'applique de la même manière, que les actions concernées soient mises en œuvre par la Commission, des pays partenaires, des contractants, des bénéficiaires de subventions ou des entités chargées de l'exécution telles que les agences des Nations unies, les institutions financières internationales et les agences des États membres de l'UE.

Cependant, les documents d'action des programmes sectoriels spécifiques ne sont en principe plus tenus de prévoir des activités de communication et de visibilité sur les programmes concernés. Ces montants seront prévus dans des facilités de coopération établies par des documents d'action de mesures d'accompagnement, permettant aux Délégations de planifier et mettre en œuvre des activités de communication stratégique et de diplomatie publique pluriannuelles avec une masse critique suffisante pour être efficaces à l'échelle nationale.

## Appendix 1 RAPPORT DANS OPSYS

Une Intervention (également appelée projet/programme) est l'entité opérationnelle associée à un ensemble cohérent d'activités et de résultats structurés dans un cadre logique visant à apporter un changement ou un progrès en matière de développement. Les interventions sont les entités les plus efficaces (donc optimales) pour le suivi opérationnel par la Commission de ses opérations extérieures en matière de développement. En tant que telles, les Interventions constituent l'unité de base pour la gestion des mises en œuvre opérationnelles, l'évaluation des performances, le suivi, l'évaluation, la communication interne et externe, le reporting et l'agrégation.

Les interventions primaires sont des contrats ou des groupes de contrats produisant des résultats et répondant à la règle suivante: « un contrat donné ne peut contribuer qu'à une seule intervention primaire et pas à plus d'une ». Un contrat individuel qui ne produit pas de résultats directs et ne peut pas être logiquement groupé avec d'autres contrats produisant des résultats est considéré comme une « entité de soutien ». L'ajout de toutes les interventions primaires et entités de soutien équivaut au portefeuille de développement complet de l'Institution.

La présente Action est identifiée comme <veuillez effacer les options non retenues pour cette Action>;

<b>Niveau Action</b>		
<input checked="" type="checkbox"/>	Action individuelle	Action présente: tous les contrats pour cette Action
<b>Groupe d'actions</b>		
<input type="checkbox"/>	Groupe d'Actions	Références des Actions (CRIS#/OPSYS#): <Action présente> <Autres Actions>
<b>Niveau Contract</b>		
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 1	<engagement individuel prévu (ou contrat)>
<input type="checkbox"/>	Contrat individuel 2	<engagement individuel prévu (ou contrat)>
	(...)	
<input type="checkbox"/>	Groupe de contrats 1	<engagement individuel prévu (ou contrat) 1> <engagement individuel prévu (ou contrat) 2> <engagement individuel prévu (ou contrat) #>



## APPENDIX 2 - Indicative list of Eligible financial institutions

Eligible financial institutions to submit blending proposals to the Africa Investment Platform for the implementation of activities under the proposed action.

Acronym of Legal Entity	Legal Entity (sub-entities covered (if any) via hyperlink
ADB	Asian Development Bank
AfDB	African Development Bank
AU-IBAR	African Union
CABEI	Central American Bank for Economic Integration
CIFOR	Centre for International Forestry Research
DBSA	Development Bank of Southern Africa
EADB	East African Development Bank
EBRD	European Bank for reconstruction and development
EDFI	European Development Finance Institutions <sup>5</sup>
EIB	European Investment Bank
EIF	European Investment Fund
IADB	Inter-American Development Bank
IFAD	International Fund for Agricultural Development
NEFCO	Nordic Environment Finance Corporation
OIE	World Organisation for Animal Health
SPC	The Pacific Community
SPREP	South Pacific Regional Environment Programme
TDB	The Eastern and Southern African Trade and Development Bank
WBG	World Bank Group (IBRD, IDA, IFC, MIGA, ICSID)
WFP	World Food Programme

Acronym	National Agency, Country
---------	--------------------------

<sup>5</sup> EDFI is an association of 15 bilateral European development finance institutions with a private sector mandate. These institutions are the Belgian Investment Company for Developing Countries (BIO), the CDC Group, Compañía Española de Financiación del Desarrollo (COFIDES), the German Investment and Development Corporation (DEG), the Finnish Fund for Industrial Cooperation (FINNFUND), the Netherlands Development Finance Company (FMO), Denmark's Investment Fund for Developing (IFU), the Norwegian Investment Fund for Developing Countries (Norfund), the Development Bank of Austria (OeEB), France's Proparco, the Belgian Corporation for International Investment (SBI-BMI), the Swiss Investment Fund for Emerging Markets (SIFEM), Società Italiana per le Imprese all'Estero (SIMEST), Portugal's Sociedade para o Financiamento do Desenvolvimento (SOFID) and Swedfund International AB.

AECID	Agencia española de cooperación internacional al desarrollo, Spain
AFD	Agence française de développement, France
BIO	Belgian Investment Company for Developing Countries
CDP	Cassa depositi e prestiti S.p.A., Italy
COFIDES	Compañía española de financiación del desarrollo, Spain
DEG	Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft mbH, Germany
FMO	Nederlandse Financierings-Maatschappij voor Ontwikkelingslanden, Netherlands
KfW	Kreditanstalt für Wiederaufbau, Germany
PROPARCO	Groupe Agence Française de Développement, France
RVO	Rijksdienst voor Ondernemend Nederland (Netherlands Enterprise Agency), Netherlands
SIMEST	Società Italiana per le Imprese all'Estero, Italy
USAID	United States Agency for International Development, USA